ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre - Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et au Tourisme, le 29 novembre 1966, d'une demande d'avis sur un projet de loi "permettant le recrutement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture de certaines entreprises", a donné le 9 janvier 1967 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 29e november 1966 door de Minister - Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt en voor het Toerisme verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "waarbij personen afgedankt wegens sluiting van sommige ondernemingen, in de overheidsdiensten kunnen aangeworven worden", heeft de 9e januari 1967 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour objet de permettre le reclassement dans les services publics dépendant de l'Etat, de certains organismes d'intérêt public, des provinces, des communes, des associations de communes ou des établissements subordonnés aux provinces ou aux communes, de travailleurs licenciés à la suite de la fermeture totale ou partielle de certaines entreprises appartenant aux secteurs du charbon et de l'acier (articles 1er et 2 du projet). A cet effet, il apporte certaines dérogations aux lois de priorité et aux lois relatives au personnel d'Afrique (article 2).

Le projet subordonne le bénéfice du reclassement à deux conditions. La première prévoit que l'assouplissement des règles de recrutement ou d'engagement en faveur des bénéficiaires du projet ne s'appliquera qu'en cas de pénurie de candidats aux emplois publics (article 3). La seconde ne permet aux intéressés de postuler un emploi public que dans un délai d'un an, à compter soit du jour où le contrat de louage de travail a pris fin, soit du jour de l'entrée en vigueur de la loi en projet (article 7). Ainsi, bien que le bénéfice de la loi ne pourra être invoqué par les intéressés que dans un délai limité, le projet n'en institue pas moins une législation permanente qui pourra trouver application en cas de fermeture totale ou partielle de certaines entreprises.

Le projet de loi se borne à régler l'essentiel des problèmes que pose l'entrée dans les services publics des travailleurs licenciés par certaines entreprises. Les mesures d'exécution seront prises soit par le Roi,

.../...

soit par les autorités compétentes pour fixer le statut du personnel des provinces, des communes, des établissements publics qui leur sont subordonnés ou des associations de communes (article 5).

+

+ +

L'intitulé du projet pourrait faire croire que celui-ci ne s'appliquera qu'en cas de fermeture totale d'une entreprise. Or, il résulte de la référence faite par l'article 1er du projet à l'article 56 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier, que le projet pourra s'appliquer, non seulement en cas de fermeture totale d'une entreprise, mais aussi en cas de réduction ou de changement de l'activité de celle-ci. L'intitulé suivant est, dès lors, proposé :

"Projet de loi facilitant le recrutement ou l'engagement, dans les services publics, de personnes licenciées à la suite de la fermeture totale ou partielle de certaines entreprises".

Cet intitulé tient compte de la distinction que le projet établit entre le recrutement et l'engagement.

+

+ +

...

Le projet est présenté et contresigné par le seul Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique. Comme il prévoit notamment des recrutements et des engagements par les provinces, les communes, les établissements qui leur sont subordonnés et les associations de communes, il devrait être présenté et contresigné également par le Ministre de l'Intérieur. En outre, le projet rend applicable à certains agents des services publics, la législation relative au contrat de louage de travail. Ainsi qu'il sera dit à l'occasion de l'examen de l'article 4, cette disposition nécessitera une adaptation des taux de cotisation de la sécurité sociale. A ce titre, le projet devrait être présenté et contresigné aussi par le Ministre de la Prévoyance sociale.

Article 1er.

Tel qu'il est rédigé, le projet n'exclut pas de son champ d'application le Belge qui, satisfaisant à toutes les conditions de l'article 1er, serait licencié par une entreprise située à l'étranger.

Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est de réserver le bénéfice du projet aux seuls Belges qui sont licenciés par des entreprises qui les occupent en Belgique, que celles-ci appartiennent à des Belges ou à des étrangers. Il convient donc de préciser le texte à cet égard.

Il résulte de ce qui précède que les travailleurs frontaliers de nationalité belge, licenciés par des entreprises situées à l'étranger, seront exclus du bénéfice de la loi.

+

Le projet exclut de son champ d'application les travailleurs qui ont été renvoyés sans préavis pour motif grave. Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, le travailleur dont le renvoi ne serait pas régulier ne sera pas exclu du bénéfice de la loi. Le texte proposé ci-après apporte cette précision. Dans ce texte, les mots "un renvoi... dont la régularité n'a pas été contestée" visent l'absence de contestation judiciaire du renvoi et non pas le cas où le travailleur se serait borné à protester contre son renvoi.

+

Le projet exige comme condition une occupation d'une durée totale de cinq ans dans une ou successivement dans plusieurs entreprises visées par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement n'est pas d'exclure du bénéfice du projet le travailleur qui pourrait se prévaloir d'une période totale de cinq ans d'occupation, mais dont l'occupation aurait été interrompue par un chômage involontaire.

+

.../...

Le projet exige une occupation d'une durée totale de cinq ans sous le régime d'un contrat de louage de travail conclu pour une durée indéterminée. Il exclut donc le travailleur dont l'ancienneté de cinq ans correspondrait à une occupation commencée sous le régime d'un contrat conclu pour une durée déterminée et poursuivie sous le régime d'un contrat conclu pour une durée indéterminée.

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, la rédaction du projet ne correspond pas exactement aux intentions du Gouvernement.

Dans la pensée de celui-ci, il faut qu'au moment du licenciement le travailleur soit engagé dans les liens d'un contrat conclu pour une durée indéterminée. Il n'est pas indispensable que la totalité de la période d'occupation de cinq ans ait été accomplie sous le régime d'un tel contrat.

Le texte proposé ci-après tient compte de cette intention.

+

Le projet exige que pour bénéficier des mesures qu'il prévoit, le travailleur satisfasse aux conditions requises pour obtenir des indemnités accordées "conformément aux conditions prévues à l'article 56 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier".

.../...

Cet article du traité prévoit deux hypothèses.

L'article 56-1 dispose : "Si l'introduction dans le cadre des objectifs généraux de la Haute autorité, de procédés techniques ou d'équipements nouveaux a pour conséquence une réduction d'une importance exceptionnelle des besoins de main-d'oeuvre des industries du charbon ou de l'acier entraînant dans une ou plusieurs régions des difficultés particulières dans le réemploi de la main-d'oeuvre rendue disponible ... ".

L'article 56-2 dispose : "Si des changements profonds des conditions d'écoulement dans les industries du charbon ou de l'acier, qui ne sont pas directement liés à l'établissement du marché commun, placent certaines entreprises dans la nécessité de cesser, de réduire ou de changer leur activité, de façon définitive ... ".

Il résulte de l'exposé des motifs et des déclarations du fonctionnaire délégué, que l'hypothèse visée par le projet est exclusivement celle de l'article 56-2. Le texte proposé ci-après apporte cette précision à l'article 1er du projet.

+

En se référant aux conditions requises pour obtenir des indemnités accordées "conformément aux conditions prévues à l'article 56 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier", le projet se réfère à un accord conclu entre le Gouvernement belge et la Haute autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Cet accord n'a pas fait l'objet d'une

.../...

publication officielle. Si des contestations surgissaient au sujet du bénéfice de la loi actuellement en projet, la juridiction qui devrait en connaître ne pourrait tenir compte que de dispositions réglementaires qui ont fait l'objet d'une publication régulière. Il importe donc que l'accord auquel le projet se réfère soit publié.

+

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 1er de la façon suivante :

"Article 1er.-

Bénéficient de la présente loi, les personnes qui réunissent les conditions suivantes :

1° être Belge;

2° avoir été occupé en Belgique, durant une période totale de cinq ans, dans une ou, successivement, dans plusieurs entreprises visées par le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier;

3° se trouver, au moment de son licenciement par une des entreprises visées au 2°, sous le régime d'un contrat de louage de travail conclu pour une durée indéterminée;

4° n'avoir pas fait l'objet d'un renvoi sans préavis pour motif grave dont la régularité n'a pas été contestée ou a été judiciairement établie;

.../...

5° satisfaire aux conditions requises pour obtenir des indemnités accordées en vertu de l'article 56-2 du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier".

Article 2.

Cet article écarte, pour les recrutements et les engagements auxquels il sera procédé sur base de la loi actuellement en projet, l'application de la loi de priorité des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et des lois relatives au personnel d'Afrique. Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, cette disposition aura pour effet, en cas d'application de la loi en projet, non seulement que les bénéficiaires des lois précitées ne viendront pas en compétition avec les bénéficiaires de la loi en projet, mais, en outre, que la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et les lois relatives au personnel d'Afrique ne devront pas être appliquées pour départager les bénéficiaires de la loi en projet, qui seraient en compétition pour un même emploi.

Il serait plus logique d'introduire dans l'article 3 la disposition qui écarte l'application des lois précitées.

+

.../...

Parmi les emplois, le projet distingue, d'une part, ceux "1° des administrations de l'Etat" et, d'autre part, ceux "2° des services de l'Etat, autres que ceux qui sont visés au 1° et dont le statut du personnel peut être fixé par le Roi".

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, en employant l'expression "administrations de l'Etat", le Gouvernement entend exclure du champ d'application du projet, les corps de l'Etat dont le statut du personnel n'est pas fixé par le Roi. Cette intention serait mieux exprimée si, au lieu des deux expressions reproduites ci-dessus, l'expression suivante était employée : "des administrations et des services de l'Etat, dont le statut du personnel peut être fixé par le Roi".

+

La rédaction suivante est proposée :

"Article 2.-

Les personnes visées à l'article 1er peuvent être recrutées ou engagées, selon les conditions prévues par la présente loi et par les règlements qui seront pris en exécution de celle-ci, en vue d'occuper des emplois :

1° des administrations et des services de l'Etat dont le statut du personnel peut être fixé par le Roi;

2° des organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

3° des provinces, des communes, des associations de communes et des établissements subordonnés aux provinces et aux communes".

.../..

Article 3.

Cet article limite la possibilité de recruter ou d'engager les personnes visées à l'article 1er au cas où des emplois de recrutement ne peuvent être attribués selon les règles normales, à défaut d'un nombre suffisant de candidats. L'exposé des motifs précise qu'il s'agit d'un nombre insuffisant de candidats ou de lauréats.

Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, pour procéder à un recrutement ou à un engagement en application de la loi en projet, il ne suffira pas que l'autorité estime impossible de procéder à un recrutement selon les règles normales. Cette impossibilité est considérée comme une condition objective. Elle devra résulter d'un appel récent aux candidats.

+

La rédaction suivante est proposée pour cet article compte tenu de l'observation formulée à propos de l'article 2 :

"Article 3.-

Le recrutement ou l'engagement des bénéficiaires de la présente loi se fait dans les limites des emplois de recrutement qui sont restés vacants, pour n'avoir pu être attribués selon les règles normales.

La loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947 et les lois relatives au personnel d'Afrique, coordonnées le 21 mai 1964, ne sont pas applicables aux recrutements et aux engagements prévus par la présente loi".

.../...

Article 4.

Cet article établit deux catégories parmi les personnes qui seront engagées ou recrutées en application de la loi en projet.

Celles qui ont dépassé l'âge normal du recrutement seront engagées sous le régime du contrat. Celles qui n'ont pas dépassé cet âge seront soumises au même régime que les membres du personnel du service public dans lequel elles seront recrutées.

Le personnel de l'Etat, des provinces et des communes se trouve, en général, soumis à des statuts de droit public. Ce n'est qu'exceptionnellement et, notamment, pour accomplir un travail extraordinaire que certains membres de ce personnel sont engagés sous le régime d'un contrat relevant du droit privé. La même règle tend à s'imposer également dans les organismes d'intérêt public. L'exposé des motifs justifie par deux raisons, dont il appartiendra au législateur d'apprécier le bien-fondé, la dérogation que le projet apporte à la règle traditionnelle selon laquelle les emplois du cadre permanent ne sont pas confiés à des agents engagés par contrat de louage de travail.

La première de ces raisons est le souci de ne pas placer sous le régime statutaire des personnes qui seront engagées dans des conditions exceptionnelles soit parce qu'elles auront été dispensées de toute épreuve d'admission, soit parce qu'elles n'auront été soumises qu'à une épreuve d'aptitude professionnelle.

.../...

La seconde de ces raisons réside dans les difficultés auxquelles donne lieu le régime de la pension du personnel des services publics, lorsque ce régime doit s'appliquer à des personnes qui sont entrées en service, ayant dépassé l'âge normal du recrutement, après avoir accompli des services sous le régime de la pension des employés ou des ouvriers du secteur privé. Une de ces difficultés provient de l'article 1er de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques, qui exige trente années de service pour l'octroi d'une pension à charge du Trésor public. Il y a lieu de rappeler à cet égard, que l'article 29 du projet de loi établissant certaines relations entre les régimes de pensions du secteur public et ceux du secteur privé, adopté par le Sénat et transmis à la Chambre des Représentants, abaisse de trente à vingt années le temps de service exigé (Chambre des Représentants - Session 1964-1965, document 989, n° 1). Si ce projet était voté, l'âge maximum à partir duquel il serait légalement possible de faire dans les administrations de l'Etat une carrière donnant droit à une pension à charge du Trésor public, serait porté de 35 à 45 ans.

+

Le § 1er concerne les personnes qui ont dépassé l'âge normal du recrutement. Il prévoit l'engagement sous le régime de la législation relative au contrat de louage de travail, ce qui a notamment pour effet de rendre applicable la législation concernant la sécurité sociale des travailleurs. Le projet contient cependant certaines dérogations au régime applicable aux personnes qui sont engagées dans les liens d'un contrat de louage de travail. Il dispose que les personnes qui seront engagées sous le régime du contrat par les

.../...

services publics seront soumises à la réglementation applicable aux agents du service dans lequel elles seront engagées, en ce qui concerne les allocations familiales, le pécule de vacances, les congés annuels de vacances et les congés officiels. Il convient d'indiquer les dispositions légales auxquelles le projet déroge.

+

L'application du régime de sécurité sociale a déjà été étendue, par la loi du 20 mai 1949, à certains travailleurs occupés par les administrations publiques. Le projet prévoyant un régime propre de dérogation à la législation relative à la sécurité sociale, il y a lieu d'en déduire que les personnes visées par l'article 4, § 1er, du projet seront soumises au régime général de la sécurité sociale, non pas en application de la loi du 20 mai 1949, mais en application de l'article 2 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs. Les dérogations au régime de la sécurité sociale qui devront être appliquées à ces personnes, seront celles qui sont prévues par le projet et non pas celles qui sont prévues par la loi du 20 mai 1949. Il paraît donc utile, pour éviter tout doute, de préciser que cette loi ne sera pas applicable aux personnes visées par l'article 4, § 1er.

+

.../...

Le projet écartant le bénéfice de certaines branches de la sécurité sociale, il convient que le Roi soit habilité à adapter le taux des cotisations prévu par l'article 3 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

+

Les conditions de recrutement comportant généralement un âge minimum et un âge maximum, il y a lieu de préciser que les personnes visées au § 1er sont celles qui ont atteint l'âge maximum.

+

Compte tenu des observations qui précèdent, il est proposé de rédiger l'article 4 de la façon suivante :

"Article 4.-

§ 1er. Les bénéficiaires de la présente loi qui ont atteint l'âge maximum fixé pour le recrutement dans le service public où ils sont appelés à prester leurs services, sont engagés par contrat, conformément à la législation relative aux contrats de louage de travail.

Par dérogation à la législation relative à la sécurité sociale et à l'octroi de salaires pendant un certain nombre de jours fériés par an, ils sont soumis,

.../...

en ce qui concerne les allocations familiales, les vacances annuelles, le pécule de vacances et les congés officiels, au régime applicable aux agents du service dans lequel ils sont engagés.

Le Roi adaptera en conséquence les dispositions relatives à la détermination du montant des cotisations de sécurité sociale et à leur répartition.

La loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques n'est pas applicable aux personnes visées à l'alinéa 1er.

§ 2. Sans préjudice des articles 5 et 6, les bénéficiaires de la présente loi, qui n'ont pas atteint l'âge maximum visé au § 1er, sont soumis au régime applicable aux agents du service public où ils sont recrutés".

.../...

## Article 5.

Cet article dispose que les conditions d'engagement ou de recrutement des bénéficiaires de la loi sont fixées par le Roi, en ce qui concerne les administrations et services de l'Etat et les organismes d'intérêt public visés par la loi du 16 mars 1954, et par "les autorités responsables" en ce qui concerne les provinces, les communes, les associations de communes et les établissements subordonnés aux provinces et aux communes. Ces autorités doivent, toutefois, établir des conditions analogues à celles qui sont fixées par le Roi.

En ce qui concerne les organismes d'intérêt public, les lois et règlements en vigueur prévoient un certain nombre de formalités préalables à la fixation du statut des agents. On citera, notamment, la consultation des organes de gestion (1).

Dans le silence du texte à cet égard et compte tenu des explications fournies par le fonctionnaire délégué, il semble que les arrêtés à prendre en exécution de l'article 5 devront respecter les formalités requises par les dispositions générales relatives au statut des agents des organismes d'intérêt public.

.../...

---

(1) Concernant les formalités préalables à l'établissement du statut du personnel, voyez l'avis du Conseil d'Etat précédant l'arrêté royal du 14 février 1961 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public (Pasin., 1961, pp. 130 et 131).

Si telle n'était pas l'intention du Gouvernement, une disposition expresse en sens contraire devrait être insérée dans le projet.

Le délai fixé par l'article 7, § 2, du projet pour demander le bénéfice de celui-ci est relativement court. Il en résulte que, si l'on ne veut pas priver certaines personnes du bénéfice de la loi en projet, il conviendra de mettre rapidement en vigueur les arrêtés d'exécution prévus par l'article 5. Or, les formalités préalables à l'établissement de ces arrêtés peuvent prendre un certain temps et constituer, ainsi, un obstacle à la mise en application rapide de la loi. Sauf si le projet dispensait le Roi de certaines formalités, il appartiendra au Gouvernement d'examiner s'il n'y a pas lieu d'allonger le délai fixé par l'article 7, § 2. Ce délai serait plus long s'il commençait à courir non pas à partir de l'entrée en vigueur de la loi, mais à partir de l'entrée en vigueur des règlements qui seront pris en exécution de celle-ci.

+

L'article 84, § 1er, de la loi communale, modifié par la loi du 27 juillet 1961, dispose que le conseil communal fixe les conditions de recrutement et d'avancement des agents de la commune, dans la limite des dispositions générales arrêtées par le Roi. Une règle semblable mais plus précise figure dans le projet, qui dispose que les conditions d'engagement ou de recrutement sont fixées pour les emplois communaux "selon des conditions analogues à celles fixées par le Roi". Il est donc évident que pour appliquer l'article 5 du projet, les autorités communales devront attendre que le Roi ait pris un arrêté d'exécution de ce même article 5,

.../...

mais que ces autorités ne devront pas, en outre, attendre que le Roi ait pris l'arrêté prévu par l'article 84, § 1er, de la loi communale.

+

Sous réserve de l'observation relative à la suppression éventuelle de certaines formalités, il est proposé de rédiger l'article 5 de la façon suivante :

"Article 5.

Les conditions d'engagement ou de recrutement des bénéficiaires de la présente loi sont fixées par le Roi, pour les administrations, services et organismes visés à l'article 2, 1° et 2° .

Elles sont fixées par les autorités compétentes pour determiner les conditions de recrutement et d'engagement du personnel, pour les services visés à l'article 2, 3°. Ces conditions doivent être analogues à celles qui sont fixées par le Roi".

Article 6.

Le second alinéa de cet article dispose que "les personnes visées au § 2 de l'article 4 sont recrutées sur base d'un examen simplifié dont les modalités seront fixées ainsi qu'il est prévu à l'article 5 de la présente loi".

Il se comprend que lorsque le recrutement, fait selon les règles normales, est subordonné à la réussite d'un examen ou d'un concours, les bénéficiaires du projet soient soumis à un examen simplifié.

.../...

Mais il convient de prévoir le cas où le recrutement n'est pas subordonné à la réussite d'une épreuve de capacité, sinon le projet aurait pour conséquence d'imposer un examen dans des cas où aucune épreuve n'est exigée pour le recrutement, lorqu'il est fait selon les règles normales. Telle n'est manifestement pas l'intention du Gouvernement.

+

Il résulte déjà de l'article 5, qui vise les conditions de recrutement et d'engagement, que les modalités des épreuves auxquelles seront soumis les bénéficiaires du projet, sont réglées par les autorités désignées par cet article. Dans l'article 6, la référence expresse faite à l'article 5 doit donc être omise.

+

Compte tenu de ces observations, il est proposé de rédiger l'article 6 de la façon suivante :

"Article 6.

L'engagement des personnes visées à l'article 4, § 1er, peut être subordonné à la réussite d'une épreuve d'aptitude professionnelle.

Lorsque le régime applicable au service public où elles sont recrutées, prévoit l'organisation d'un concours ou d'un examen, les personnes visées à l'article 4, § 2, sont recrutées" à la suite d'un examen simplifié".

.../...

Article 7.

Le § 1er, alinéa 1er, dispose que, pour bénéficier de la loi en projet, les intéressés doivent "avoir présenté leur candidature aux emplois à conférer dans les douze mois qui suivent le jour où le contrat de travail prend fin...".

Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire délégué, il ne suffira pas, pour se réserver le bénéfice de la loi en projet, de postuler tout emploi qui deviendrait vacant dans un service public. L'intention du Gouvernement est de ne prendre en considération que les candidatures introduites à la suite d'un appel aux candidats annonçant la vacance d'un emploi déterminé.

+

Le fonctionnaire délégué a également déclaré que la candidature à un emploi ne conserverait le bénéfice de la loi en projet qu'en vue d'une nomination à cet emploi et non pas en vue d'une nomination à des emplois similaires qui deviendraient vacants ultérieurement. Tel est le sens qu'il faut donner aux mots "aux emplois à conférer".

+

Enfin, selon les explications données par le fonctionnaire délégué, le Gouvernement, en prévoyant un délai dans lequel une candidature devra être introduite, entend uniquement fixer le terme à l'expiration duquel les intéressés ne pourront plus invoquer le bénéfice de la loi, mais il n'a pas l'intention de priver de ce bénéfice celui qui aurait introduit sa candidature

avant que ne commence à courir le délai de douze mois et,particulièrement, celui qui aurait postulé un emploi pendant la période de préavis.

+

Compte tenu des observations qui précèdent et de l'observation faite à l'occasion de l'examen de l'article 1er, au sujet de la régularité du renvoi sans préavis pour motif grave, il est proposé de rédiger l'article 7 de la façon suivante :

"Article 7.

§ 1er. Les personnes visées par la présente loi doivent, pour obtenir le bénéfice de celle-ci, avoir, à la suite d'un appel aux candidats, présenté leur candidature aux emplois à conférer, avant l'expiration du délai de douze mois qui suit le jour où le contrat de louage de travail prend fin, soit par expiration du délai légal du préavis, soit par accord mutuel des parties.

Cette date est également prise en considération pour la détermination de la période de cinq ans prévue à l'article 1er, 2°.

Lorsque l'irrégularité du renvoi sans préavis pour motif grave résulte d'une décision judiciaire, le délai de douze mois prévu à l'alinéa 1er commence le jour où cette décision acquiert force de chose jugée.

.../...

§ 2. Si le contrat de louage de travail a pris fin ou si la décision judiciaire a acquis force de chose jugée avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, cette dernière date constitue le point de départ du délai de douze mois prévu au § 1er, alinéas 1er et 3".

Dans la rédaction de ce texte, il n'a pas été tenu compte de l'observation relative à un éventuel allongement du délai, qui a été faite à l'occasion de l'examen de l'article 5.

\+

\+ \+

Dans le contreseing ministériel, il y a lieu de remplacer les mots "Le Ministre-Secrétaire d'Etat" par les mots "Le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique".

---

De ontwerp-wet bedoelt, de herplaatsing van werknemers die ontslagen zijn ten gevolge van gehele of gedeeltelijke sluiting van bepaalde ondernemingen uit de kolen- en de staalsector, mogelijk te maken in openbare diensten die onder het Rijk, sommige instellingen van openbaar nut, provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten of aan provincies en gemeenten ondergeschikte instellingen ressorteren (artikelen 1 en 2). Met het oog daarop worden afwijkingen van de prioriteitswetten en van de wetten betreffende het personeel in Afrika ingevoerd (artikel 2).

Aan de herplaatsing van die werknemers verbindt het ontwerp twee voorwaarden. Ten eerste : de verzachting van de regelen voor hun aanwerving of indienstneming geldt alleen voor zover er niet genoeg gegadigden zijn voor de overheidsbetrekkingen (artikel 3). Ten tweede : voor een overheidsbetrekking mogen zij alleen solliciteren binnen een termijn van een jaar, te rekenen ofwel van de dag waarop de arbeidsovereenkomst geëindigd is, ofwel van de dag waarop de wet in werking treedt (artikel 7). Het is dus zo dat de ontwerp-wet, ook al kunnen de gerechtigden er zich maar voor een beperkte termijn op beroepen, toch een permanente wet wordt, die zal kunnen worden toegepast bij gehele of gedeeltelijke sluiting van bepaalde ondernemingen.

Alleen het essentiële van de vraagstukken die met het opnemen van de ontslagen werknemers in overheidsdienst gemoeid zijn, wordt hier geregeld. De uitvoeringsmaatregelen zullen worden vastgesteld door de Koning, dan wel door de overheden die bevoegd zijn tot het vaststellen van het statuut van het personeel van provincies, gemeenten, daaraan ondergeschikte openbare instellingen of verenigingen van gemeenten (artikel 5).

\+

\+ \+

Het opschrift van de ontwerp-wet kan de indruk wekken, dat zij alleen bij algehele sluiting van een onderneming toepassing zal vinden. Artikel 1 verwijst echter naar artikel 56 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, en daaruit volgt dat het ontwerp toepassing zal kunnen vinden, niet alleen als een onderneming geheel gesloten wordt maar ook als ze haar bedrijvigheid vermindert of wijzigt. Derhalve wordt als opschrift voorgesteld :

"Ontwerp van wet ter bevordering van een gemakkelijker werving of **indienstneming,** in overheidsdienst, van personen ontslagen wegens gehele of gedeeltelijke sluiting van bepaalde ondernemingen

In die lezing is gelet op het in het ontwerp gemaakte onderscheid tussen werving en indienstneming.

\+

\+ +

Alleen de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt heeft het ontwerp voorgedragen en medeondertekend. Nog twee andere ministers zouden dat moeten doen : de Minister van Binnenlandse Zaken omdat de werving en de indienstneming ook kunnen uitgaan van provincies, gemeenten, daaraan ondergeschikte instellingen en verenigingen van gemeenten ; de Minister van Sociale Voorzorg omdat artikel 4 de wetgeving inzake arbeidsovereenkomst toepassing doet vinden op sommige leden van het overheidspersoneel, hetgeen, zoals naar aanleiding van dat artikel zal worden gezegd, een aanpassing van de bijdragen voor de sociale zekerheid noodzakelijk maakt.

.../...

Artikel 1.

Zoals dit artikel is gesteld, worden Belgen die aan alle eisen van artikel 1 voldoen maar door een in het buitenland gevestigde onderneming ontslagen zijn, niet buiten de werkingssfeer van de ontwerp-wet gesloten.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, bedoelt de Regering het zo, dat voor de wet alleen in aanmerking zullen komen Belgen die ontslagen zijn door ondernemingen die hen in België tewerkstellen, ongeacht of ze aan Belgen dan wel aan buitenlanders toebehoren. De tekst moet op dat punt worden verduidelijkt.

Belgische grensarbeiders die ontslagen zijn door buitenslands gevestigde ondernemingen, vallen dus niet onder de wet.

+

Het ontwerp sluit de werknemers uit die om een dringende reden zonder opzegging ontslagen zijn. Niet uitgesloten is, volgens de gemachtigde ambtenaar de werknemer die op onregelmatige wijze mocht zijn ontslagen. Dit wordt duidelijk in de verderop voorgestelde tekst, waarin met "ontslag ... waarvan de rechtmatigheid niet is betwist" gedoeld wordt op het geval dat er over het ontslag geen betwisting is geweest vóór de rechter, niet op het geval waarin de werknemer alleen maar tegen het ontslag zou hebben geprotesteerd.

+

.../...

Inzake tewerkstelling wordt geëist "een totale periode van vijf jaar in een, of achtereenvolgens in meer ondernemingen, bedoeld door het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal".

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is de bedoeling niet, de werknemers uit te sluiten die zich kunnen beroepen op een periode van in totaal vijf jaar tewerkstelling, die echter wegens onvrijwillige werkloosheid zou zijn onderbroken.

Volgens het ontwerp moet de vijfjarige tewerkstelling plaatsgehad hebben "onder de regeling van een arbeidsovereenkomst die voor onbepaalde duur werd afgesloten". Uitgesloten wordt dus de werknemer wiens vijfjarige anciënniteit mocht overeenstemmen met een tewerkstelling die begonnen is onder een arbeidsovereenkomst voor bepaalde duur en voortgezet onder een arbeidsovereenkomst voor onbepaalde duur.

De gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, dat de tekst de bedoeling van de Regering niet juist weergeeft.

Die bedoeling is, dat de werknemer op het tijdstip van het ontslag onder overeenkomst voor onbepaalde duur staat; hij hoeft daarom niet de hele vijfjarige periode lang onder een zodanige overeenkomst te hebben gestaan.

In het tekstvoorstel is op die bedoeling gelet.

+

.../...

Wil de werknemer voor de maatregelen van het ontwerp in aanmerking komen, dan moet hij volgens het ontwerp ook voldoen aan de eisen om vergoedingen te kunnen ontvangen die toegekend worden "overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 56 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal".

Dat artikel van het verdrag kent twee gevallen.

Artikel 56-1 : "Indien de invoering van **nieuwe** technische werkwijzen of van een nieuwe industriële uitrusting in het kader van de algemene doelstellingen van de Hoge Autoriteit een uitzonderlijk belangrijke vermindering van de behoefte aan arbeidskrachten in de kolenmijn- of staalindustrie veroorzaakt, welke tot gevolg heeft, dat in een of meer gebieden bijzondere moeilijkheden ontstaan bij de herplaatsing van beschikbaar gekomen arbeidskrachten ...".

Artikel 56-2 : "Indien door diepgaande veranderingen in de afzetvoorwaarden van de kolenmijn- en staalindustrie, welke niet rechtstreeks verband houden met de instelling van de gemeenschappelijke markt, bepaalde ondernemingen worden genoodzaakt hun bedrijvigheid definitief te staken, te verminderen of te wijzigen ... ".

Volgens de memorie van toelichting en volgens de gemachtigde ambtenaar doelt het ontwerp uitsluitend op het geval van artikel 56-2. In de hier voorgestelde tekst van artikel 1 wordt dit duidelijk gesteld.

+

.../...

Wanneer het ontwerp het heeft over de vereisten om vergoedingen te ontvangen die worden toegekend "overeenkomstig de voorwaarden bepaald in artikel 56 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal", verwijst het naar een overeenkomst, die de Belgische Regering heeft gesloten met de Hoge Autoriteit van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal. Die overeenkomst is niet officieel bekendgemaakt. Op eventuele geschillen betreffende de gerechtigheid op de ontwerp-wet kan de bevoegde rechter alleen beschikken aan de hand van verordeningsbepalingen, die op regelmatige wijze zijn bekendgemaakt. Publicatie van de overeenkomst is dan ook noodzakelijk.

+

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 1 als volgt te lezen :

"Artikel 1.-

Voor deze wet komen in aanmerking zij die de volgende voorwaarden vervullen :

1° Belg zijn ;

2° in België gedurende in totaal vijf jaar tewerkgesteld zijn geweest in een of, achtereenvolgens, in verscheidene ondernemingen als bedoeld in het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staat ;

3° op het tijdstip van het ontslag door een van de in 2° bedoelde ondernemingen, onder een voor onbepaalde duur gesloten arbeidsovereenkomst staan ;

4° niet het voorwerp zijn geweest van ontslag zonder opzegging om een dringende reden, waarvan de rechtmatigheid niet is betwist of gerechtelijk vastgesteld is ;

.../...

5° voldoen aan de voorwaarden voor het verkrijgen van de vergoedingen, toegekend krachtens artikel 56-2 van het verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal".

Artikel 2.

Door dit artikel wordt de toepassing van de prioriteitswet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 en van de wetten betreffende het personeel in Afrika uitgesloten voor werving en indienstneming op grond van de ontwerp-wet. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, brengt dit in geval van toepassing van de ontwerp-wet niet alleen mee, dat de gerechtigden van genoemde wetten niet in competitie zullen komen met de gerechtigden van de ontwerp-wet, maar ook, dat diezelfde wetten niet moeten worden toegepast voor het schiften van de gerechtigden van de ontwerp-wet die voor eenzelfde betrekking in competitie mochten komen.

Het zou logischer zijn de bepaling die de toepassing van genoemde wetten uitsluit, op te nemen in artikel 3.

+

Het ontwerp maakt een onderscheid tussen "1° de betrekkingen in de Rijksbesturen" en "2° de betrekkingen in de Rijksdiensten die niet bedoeld zijn in 1° en waarvan de rechtstoestand van het personeel door de Koning kan worden vastgesteld".

.../...

Als de Regering de term "Rijksbesturen" gebruikt, dan bedoelt zij, volgens de gemachtigde ambtenaar, uit de werkingssfeer van het ontwerp die Staatslichamen uit te sluiten, waarvan het personeelsstatuut niet door de Koning wordt vastgesteld. Dit zou beter tot uiting komen in de éne bepaling : "in Rijksbesturen en -diensten waarvan het personeelsstatuut door de Koning kan worden vastgesteld".

Voorgesteld wordt :

"Artikel 2.-

De in artikel 1 bedoelde personen kunnen, onder de voorwaarden van deze wet en van de voor haar uitvoering vast te stellen verordeningen, aangeworven of in dienst genomen worden om betrekkingen te bekleden :

1° in Rijksbesturen en -diensten waarvan het personeelsstatuut door de Koning kan worden vastgesteld ;

2° in instellingen van openbaar nut als bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut ;

3° in provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en aan provincies en gemeenten ondergeschikte instellingen".

Artikel 3.

Volgens dit artikel kunnen de in artikel 1 bedoelde personen alleen worden aangeworven of in dienst genomen, als de wervingsbetrekkingen niet volgens de normale regelen kunnen worden toegewezen omdat er niet voldoende gegadigden zijn. Volgens de memorie van toelichting van haar kant kan het gaan om een tekort aan gegadigden of geslaagden.

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is het niet voldoende dat de overheid het onmogelijk acht volgens de normale regelen aan te werven, opdat aanwerving of indienstneming krachtens het ontwerp kan plaatshebben. Die onmogelijkheid wordt als een objectieve voorwaarde beschouwd. Zij zal moeten blijken uit een recente oproep tot gegadigden.

+

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen met inachtneming van hetgeen is opgemerkt in verband met artikel 2 :

"Artikel 3.-

Zij die voor deze wet in aanmerking komen, worden aangeworven of in dienst genomen binnen de grenzen van de wervingsbetrekkingen die vacant gebleven zijn omdat ze niet volgens de normale regelen konden worden toegewezen.

De wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 en de op 21 mei 1964 gecoördineerde wetten betreffende het personeel in Afrika zijn niet van toepassing op aanwervingen en indienstnemingen als bedoeld in deze wet".

Artikel 4.

Er zijn volgens dit artikel twee categorieën van personen die krachtens de ontwerp-wet aangeworven of in dienst genomen zullen worden.

.../...

Wie de normale wervingsleeftijd heeft overschreden, wordt bij overeenkomst aangeworven ; wie hem niet heeft overschreden valt onder dezelfde regeling als het personeel van de overheidsdienst waarin hij wordt aangeworven.

Het Rijks-, provincie- en gemeentepersoneel heeft in de regel een publiekrechtelijk statuut. Alleen bij hoge uitzondering, vooral voor buitengewoon werk, wordt personeel aangeworven bij een privaatrechtelijke overeenkomst. Die regel vindt ook ingang bij instellingen van openbaar nut. Voor de in het ontwerp vastgestelde afwijking van de traditionele regel om betrekkingen van het vast kader niet toe te wijzen aan bij arbeidsovereenkomst aangeworven personeel, geeft de memorie van toelichting twee redenen op, waarvan de gegrondheid aan de wetgever ter beoordeling staat.

De eerste reden is, dat men de statuutregeling niet wenst toe te passen op hen die onder buitengewone omstandigheden zijn aangeworven, omdat zij ofwel geen enkel toelatingsexamen, ofwel alleen maar een examen over de beroepsbekwaamheid hebben moeten afleggen.

De tweede reden moet worden gezocht in de moeilijkheden waartoe de pensioenregeling van het overheidspersoneel aanleiding geeft als ze moet worden toegepast op hen die bij hun indiensttreding de normale wervingsleeftijd hadden overschreden en diensten hadden verricht onder de pensioenregeling voor bedienden of werklieden uit de particuliere sector.

.../...

Een van die moeilijkheden komt voort uit artikel 1 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen, dat dertig jaar dienst eist opdat een pensioen ten bezware van 's Lands kas kan worden toegekend. In dat verband zij gememoreerd, dat artikel 29 van het ontwerp van wet tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenstelsels van de openbare sector en deze van de privésector (door de Senaat aangenomen en naar de Kamer van Volksvertegenwoordigers overgezonden), de vereiste diensttijd van dertig tot twintig jaar verkort (Kamer van Volksvertegenwoordigers - zitting 1964-1965, gedr. st. 989, nr 1). Als dat ontwerp wordt goedgekeurd zou 45 en niet meer 35 jaar de hoogste leeftijd worden waarop wettelijk nog een Staatsloopbaan mogelijk is, die recht geeft op een pensioen ten bezware van 's Lands kas.

+

Paragraaf 1 heeft betrekking op hen die de normale wervingsleeftijd overschreden hebben ; zij worden in dienst genomen onder de regeling van de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomst, met onder meer overeenkomstige toepassing van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid der arbeiders. Op bepaalde punten wordt echter van die regeling afgeweken : zij die bij overeenkomst in overheidsdienst worden genomen, zullen vallen onder de reglementering "die inzake kinderbijslag, vakantiegeld, jaarlijks vakantieverlof en officiële verlofdagen, van toepassing is op de personeelsleden van de dienst waarin zij zullen zijn opgenomen". Het is nodig de wetsbepalingen te vermelden waarvan het ontwerp afwijkt.

+

.../...

De wet van 20 mei 1949 heeft de sociale zekerheid uitgebreid tot sommige arbeiders die tewerkgesteld zijn door de openbare besturen. Uit het feit dat het ontwerp een eigen, van de wetgeving op de sociale zekerheid afwijkende regeling invoert, moet worden afgeleid dat de in artikel 4, § 1, bedoelde personen aan het algemeen stelsel van de sociale zekerheid onderworpen zullen zijn, niet op grond van de wet van 20 mei 1949 maar op grond van artikel 2 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. Voor hen zal inzake sociale zekerheid niet krachtens het ontwerp, maar krachtens de wet van 20 mei 1949 moeten worden afgeweken. Het zou dan ook nuttig zijn, om twijfel te voorkomen, te bepalen dat die wet niet van toepassing is op de personen bedoeld in artikel 4, § 1.

+

De gerechtigden van het ontwerp worden van bepaalde onderdelen van de sociale zekerheid uitgesloten. Daarom moet de Koning worden gemachtigd tot het aanpassen van het bijdragentarief dat in artikel 3 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders is vastgesteld.

+

In de wervingseisen wordt doorgaans een laagste en een hoogste leeftijd gesteld. Er moet dan ook worden gezegd dat in § 1 worden bedoeld zij die de hoogste leeftijd hebben bereikt.

+

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen stelle men artikel 4 als volgt :

"Artikel 4.-

§ 1. Zij die voor deze wet in aanmerking komen en de hoogste leeftijd voor werving in de overheidsdienst waar zij hun diensten zullen moeten verstrekken, hebben bereikt, worden bij overeenkomst in dienst genomen overeenkomstig de wetgeving betreffende de arbeidsovereenkomsten.

In afwijking van de wetgeving op de sociale zekerheid en op de toekenning van loon voor een bepaald aantal feestdagen per jaar, zijn zij inzake kinderbijslag, jaarlijkse vakantie, vakantiegeld en officiële verlofdagen onderworpen aan de regeling die geldt voor het personeel van de dienst waarin zij zijn opgenomen.

De Koning zal de bepalingen inzake de vaststelling van het tarief van de bijdragen voor sociale zekerheid en de verdeling ervan dienovereenkomstig aanpassen.

De wet van 20 mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen tewerkgesteld, is niet van toepassing op de in het eerste lid bedoelde personen.

§ 2. Onverminderd de artikelen 5 en 6 worden zij die voor deze wet in aanmerking komen en de in § 1 bedoelde hoogste leeftijd niet bereikt hebben, onderworpen aan de regeling die geldt voor het personeel van de overheidsdienst waarin zij zijn aangeworven."

.../...

## Artikel 5.

Dit artikel bepaalt, dat de "voorwaarden tot indienstneming of tot werving van de gerechtigden op onderhavige wet" worden vastgesteld door de Koning voor de Rijksbesturen en -diensten en voor de instellingen van openbaar nut bedoeld in de wet van 16 maart 1954, en door "de verantwoordelijke overheden" voor provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en aan provincies en gemeenten ondergeschikte instellingen. Die overheden moeten echter "dezelfde voorwaarden vaststellen als die welke de Koning heeft vastgesteld".

Voor de instellingen van openbaar nut schrijven de geldende wetten en verordeningen een aantal formaliteiten voor die aan de vaststelling van het personeelsstatuut vooraf moeten gaan, onder meer de raadpleging van de beheersorganen (1).

De tekst zegt daar niets over. Gelet op de uitleg van de gemachtigde ambtenaar lijkt het nodig, dat bij de vaststelling van de besluiten tot uitvoering van artikel 5 de formaliteiten in acht worden genomen, die voorgeschreven zijn door de algemene bepalingen betreffende het personeelsstatuut voor instellingen van openbaar nut.

.../...

(1) In verband met de formaliteiten die aan het vaststellen van het personeelsstatuut vooraf moeten gaan, zie het advies van de Raad van State bij het koninklijk besluit van 14 februari 1961 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut (Pasin., 1961, blz. 130 en 131).

Bedoelt de Regering het anders, dan zou zij dat uitdrukkelijk in het ontwerp moeten stellen.

Artikel 7, § 2, stelt een vrij korte termijn voor het aanvragen van het voordeel van de wet. Wil men dat voordeel niet ontzeggen aan bepaalde personen, dan zullen de in artikel 5 bedoelde uitvoeringsbesluiten spoedig in werking moeten treden. Men moet er echter mee rekenen, dat dit wel enige tijd in beslag zal nemen, wegens de voorafgaande formaliteiten. Als het ontwerp de Koning niet van een aantal formaliteiten ontslaat, zou de Regering moeten nagaan of er geen grond is om de in artikel 7, § 2, bepaalde termijn te verlengen, met name door hem te doen ingaan vanaf de inwerkingtreding, niet van de wet zelf maar van de verordeningen tot uitvoering ervan.

Artikel 84, § 1, van de gemeentewet, gewijzigd bij de wet van 27 juli 1961, stelt dat de gemeenteraad de voorwaarden voor de aanwerving en de bevordering van het gemeentepersoneel bepaalt binnen de perken van de algemene bepalingen welke door de Koning zijn vastgesteld. Een soortgelijke maar duidelijke regel staat in het ontwerp : de voorwaarden voor indienstneming of werving in gemeentebetrekkingen moeten "dezelfde" zijn "als die welke de Koning heeft vastgesteld". Het ligt dus voor de hand, dat de gemeenteoverheden met de toepassing van artikel 5 van de ontwerp-wet zullen moeten wachten tot de Koning een besluit ter uitvoering van dat artikel, niet echter tot hij ook het besluit als bedoeld in artikel 84, § 1, van de gemeentewet heeft vastgesteld.

+

.../...

Onder voorbehoud van de opmerking over eventuele afschaffing van bepaalde formaliteiten wordt voorgesteld artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.

De voorwaarden inzake indienstneming of werving van hen die voor deze wet in aanmerking komen, worden voor de besturen, diensten en instellingen bedoeld in artikel 2, 1° en 2°, vastgesteld door de Koning.

Voor de diensten bedoeld in artikel 2, 3°, worden zij vastgesteld door de overheden die bevoegd zijn om de voorwaarden inzake werving en indienstneming van het personeel te bepalen. Het moeten voorwaarden zijn overeenkomstig die welke de Koning vaststelt".

Artikel 6.

Het tweede lid van dit artikel bepaalt :
"De in § 2 van artikel 4 bedoelde personen worden aangeworven op grond van een vereenvoudigd examen waarvan de modaliteiten worden vastgesteld zoals bepaald in artikel 5 van onderhavige wet".

Het is begrijpelijk dat, als de werving volgens de normale regelen afhankelijk is van het slagen voor een examen of vergelijkend examen, de gerechtigden van de ontwerp-wet een vereenvoudigd examen mogen afleggen. Maar er moet ook worden voorzien in het geval van werving zonder bekwaamheidsexamen; zoniet zou het erop neerkomen dat het ontwerp een examen eist in gevallen waarin er bij normale werving geen is voorgeschreven. Zo bedoelt de Regering het kennelijk niet.

+

.../...

Uit artikel 5, dat over de voorwaarden inzake werving en indienstneming handelt, is al gebleken dat de nadere regelen van de examens van de gerechtigden worden vastgesteld door de in dat artikel aangewezen overheden. In artikel 6 moet de uitdrukkelijke verwijzing naar artikel 5 dan ook vervallen.

+

Met inachtneming van deze opmerkingen leze men artikel 6 zo :

"Artikel 6.

De indienstneming van de in artikel 4, § 1, bedoelde personen kan afhankelijk worden gesteld van het slagen voor een examen over de beroepsbekwaamheid.

Als de regeling die van toepassing is bij de openbare dienst waar zij worden aangeworven, een vergelijkend examen of een examen voorschrijft, worden de in artikel 4, § 2, bedoelde personen aangeworven na een vereenvoudigd examen".

Artikel 7.

Paragraaf 1, eerste lid, bepaalt dat de betrokkenen, willen zij voor de ontwerp-wet in aanmerking komen, "zich voor de te begeven betrekkingen kandidaat moeten gesteld hebben binnen twaalf maanden die volgen op de dag waarop de arbeidsovereenkomst ... een einde neemt".

.../...

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zal het voor iemand die in aanmerking wenst te komen niet voldoende zijn, dat hij solliciteert naar een willekeurige betrekking die in een overheidsdienst vacant mocht worden. De Regering bedoelt alleen rekening te houden met kandidaturen die ingediend zijn na een oproep tot gegadigden, waarin een bepaalde betrekking als vacant wordt aangekondigd.

+

De gemachtigde ambtenaar heeft ook verklaard, dat iemand die zich kandidaat heeft gesteld voor een betrekking, het voordeel van de ontwerp-wet slechts zal behouden om in die betrekking, niet om in soortgelijke, naderhand vacant geworden betrekkingen te worden benoemd. De woorden "voor de te begeven betrekkingen" moeten in die zin worden verstaan.

+

Steeds volgens de gemachtigde ambtenaar bedoelt de Regering, waar zij een termijn van 12 maanden voor kandidaatstelling bepaalt, alleen maar dat de betrokkenen zich daarna niet meer op de wet zullen kunnen beroepen, niet dat zij die zich vóór het begin van de termijn en vooral dan tijdens hun opzeggingsperiode kandidaat hebben gesteld, van de wet worden uitgesloten.

+

Met inachtneming van deze opmerkingen, en ook van de opmerking bij artikel 1 in verband met de rechtmatigheid van het ontslag zonder opzegging om een dringende

.../...

reden, wordt voorgesteld artikel 7 als volgt te lezen :

"Artikel 7.

§ 1. Zij die in deze wet zijn bedoeld moeten zich, willen zij in aanmerking komen, kandidaat voor de te verlenen betrekkingen hebben gesteld na een oproep tot gegadigden en vóór het verstrijken van de termijn van twaalf maanden die volgt op de dag dat de arbeidsovereenkomst eindigt hetzij door het verstrijken van de wettelijke opzeggingstermijn, hetzij door wederzijdse instemming van partijen.

Die datum geldt ook voor het bepalen van de periode van vijf jaar, bedoeld in artikel 1, 2°.

Als de onrechtmatigheid van het ontslag zonder opzegging om een dringende reden blijkt uit een rechterlijke beslissing, gaat de in het eerste lid bepaalde termijn van twaalf maanden in de dag waarop die beslissing in kracht van gewijsde gaat.

§ 2. Is de arbeidsovereenkomst geëindigd of is de rechterlijke beslissing in kracht van gewijsde gegaan vóór de datum waarop deze wet in werking treedt, dan vormt die datum het uitgangspunt van de in § 1, eerste en derde lid, bedoelde termijn van twaalf maanden".

Voor de redactie van deze tekst is geen rekening gehouden met de bij artikel 5 gemaakte opmerking betreffende een eventuele termijnverlenging.

+

+ +

.../...

In de mede-ondertekening vervange men "De Minister- Staatssecretaris" door "De Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt".

| La chambre était composée de | | De kamer was samengesteld uit | |
|---|---|---|---|
| Messieurs: de Heren : | G. VAN BUNNEN, | conseiller d'Etat, staatsraad, | président, voorzitter, |
| | J. MASQUELIN, | conseillers d'Etat, | |
| Madame : Mevrouw : | G. CISELET, | staatsraden, | |
| Messieurs: de Heren : | P. DE VISSCHER, R. PIRSON, | assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving, | |
| | C. ROUSSEAUX, | greffier adjoint, adjunct-griffier, | greffier, griffier. |

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous la contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT , substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) C. ROUSSEAUX

(s) G. VAN BUNNEN.